

Le JJ MM AAAA

JORF n° XXXX du

Texte n° XXX

**Arrêté du JJ MM AAAA portant application aux personnels du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) de l'article 7 du décret n° 2016-1073 du 3 août 2016 relatif à la mise à disposition et à la conservation sur support électronique des bulletins de paye et de solde des agents civils de l'Etat, des magistrats et des militaires**

NOR: XXXXXXXXXXXXXXXX

Le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 20, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 64 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928 ;

Vu le décret n° 2016-1073 du 3 août 2016 relatif à la mise à disposition et à la conservation sur support électronique des bulletins de paye et de solde des agents civils de l'Etat, des magistrats et des militaires, notamment son article 7 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema en date du JJ MM AAAA.

Arrêtent :

## **Article 1**

Les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret du 3 août 2016 susvisé s'appliquent aux personnels dont la paye est assurée par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) suivant le calendrier ci-dessous :

1° A partir du JJ MM AAA aux fonctionnaires relevant de la loi du 11 janvier 1984 susvisée;

2° A partir du JJ MM AAA aux agents contractuels de l'Etat relevant du décret du 17 janvier 1986 susvisé et aux ouvriers de l'Etat relevant du décret du 21 mai 1965 susvisé.

## **Article 2**

Pour l'application du 1° de l'article 6 du décret du 3 août 2016 susvisé, il est mis à disposition des agents mentionnés à l'article 1er les équipements leur permettant d'avoir accès à leur espace numérique sécurisé depuis leur lieu de travail.

## **Article 3**

Par dérogation aux dispositions de l'article 2, il est fait droit aux demandes tendant à bénéficier d'une remise du bulletin de paye sur support papier par les agents qui sont dans l'incapacité, dûment constatée, d'accéder sur leur lieu de travail à leur espace numérique sécurisé". Cela permet de renforcer le caractère dérogatoire de cet article.

## **Article 4**

Le bulletin de paye sur support papier peut cesser d'être émis pour les personnels mentionnés au 1° de l'article 1er à compter du JJ MM AAA.

## **Article 5**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le :